

La Lettre Financière

Avril 2018



OPTIMUM[®]
Optimum Gestion de Placements inc.

Sommaire

› Point de vue	2
› Économie	3
› Marché obligataire	4
› Actions canadiennes	5
› Actions mondiales	6
› Stratégie de portefeuille	7
› Rétrospective des marchés	8
› Notre équipe	9

En bref

- › Les banques centrales ont donné le ton en ce début d'année en haussant le taux à un jour de 0,25 % aux États-Unis en mars et au Canada en janvier. La Banque Centrale Européenne a quant à elle diminué son programme d'assouplissement quantitatif.
- › Le marché des actions canadiennes a reculé au cours du trimestre, entraîné par un ralentissement de l'activité économique, les négociations sur l'ALENA, la faiblesse du dollar canadien et la hausse de la volatilité.
- › Les actions internationales ont terminé le trimestre en zone positive du point de vue de l'investisseur canadien, grâce notamment à la faiblesse du dollar canadien.
- › Nous demeurons confiants que la croissance se poursuivra dans les prochains trimestres, renversant le sentiment négatif du marché des actions. Nos portefeuilles continuent de privilégier les actions canadiennes aux obligations.

Vous pouvez consulter la Lettre financière en ligne à www.optimumgestion.com

Si vous souhaitez recevoir notre lettre financière par courrier électronique, vous n'avez qu'à nous écrire à l'adresse marketing@optimumgestion.com

Nous nous ferons un plaisir de vous l'adresser personnellement.

Nous sommes fiers de vous présenter cette nouvelle version de la Lettre financière.
Faites-nous part de vos commentaires, et bonne lecture!

Groupe Optimum
est fier d'appuyer la
Fondation du Dr Julien



425, boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1620, Montréal (Québec) Canada H3A 3G5
Téléphone : 514 288-7545

80, rue Bloor Ouest, bureau 1500, Toronto (Ontario) Canada M5S 2V1
Téléphone : 416 922-5000

www.optimumgestion.com

© Marque de commerce de Groupe Optimum inc. utilisée sous licence.

PRI Principles for
Responsible
Investment



Qu'est-ce que la volatilité?

En finance, la volatilité est la mesure de déviation du cours d'un actif boursier. Le mouvement du prix de cet actif est alors mesuré sur une période donnée. Par exemple, plus les déviations sont importantes, plus on dira que la volatilité du titre est élevée.

Pourtant, certaines mesures amènent différentes interprétations de la volatilité. À titre d'exemple, si nous analysons la croissance de l'indice Dow Jones Industriel (DJIA) entre 2006 et 2018 en termes d'écart absolu, nous pouvons observer que l'indice s'est apprécié, passant de 12 463 points (décembre 2006) à 24 719 point (décembre 2017). À première vue, cela nous indique que l'indice a presque doublé au cours de ces années. Par contre, cette mesure ne tient pas compte des variations annuelles à l'intérieur de cette période.

Retour sur les rendements de l'indice DJIA

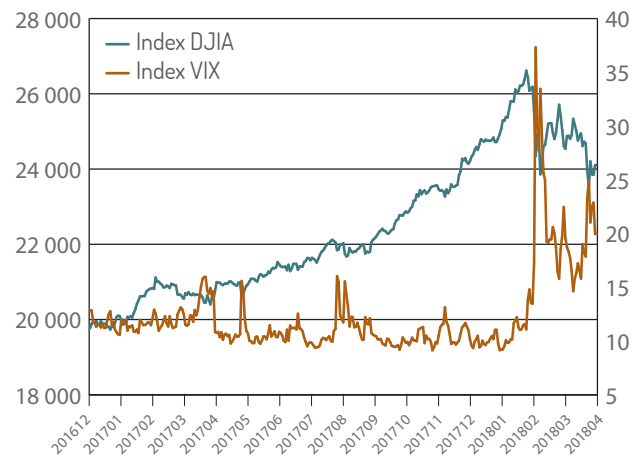
Les marchés des capitaux (obligations et actions, notamment) connaissent des périodes plus calmes et d'autres, plus volatiles. Prenons comme exemple l'indice Dow Jones Industriel (DJIA) pour lequel les données disponibles remontent à 1896.

- Le DJIA a connu une forte croissance avec la venue des chemins de fer entre 1896 et 1906, pour ensuite connaître une période de stabilité qui s'est manifestée jusqu'à 1916.
- Les années folles qui ont suivi, communément appelées les « roaring 20's » (en anglais), ont amené une autre poussée importante de l'indice, qui a ensuite traversé la période de la grande dépression des années trente.
- La Seconde Guerre mondiale amena une stabilité des niveaux du DJIA entre 1936 et 1946, malgré une période de volatilité importante. Après la Guerre, dans les années 50 et 60, le DJIA a connu une croissance fulgurante.
- Les années 1970 renouèrent avec la volatilité, particulièrement pendant la crise pétrolière de 1974.
- L'indice DJIA a connu une période de croissance, suivi d'un autre ralentissement dans les années 1980. Le lundi 19 octobre 1987, les indices boursiers mondiaux ont connu un crash, dont l'indice DJIA, qui a perdu 22,6 % en une journée.
- Ce crash n'arrêta pas sa croissance qui s'est poursuivie jusqu'à l'an 2000, alors que deux crises ont secoué la performance des indices de référence en 10 ans, soit la bulle technologique (« .com », en anglais), ainsi que la crise financière de 2008, qui annula tous les gains de la décennie.
- La croissance depuis 2010 est fulgurante, et les niveaux de l'indice ont plus que doublé depuis ce temps.

Positionnement d'OGP

Dans ce contexte, il nous paraît évident que les marchés canadiens, obligataire et boursier, pourraient continuer à subir les conséquences de la volatilité dans les semaines et les mois à venir, compte tenu des différents événements géopolitiques qui se dessinent à l'horizon. Le positionnement de la firme est donc défensif, c'est-à-dire que nous anticipons cette volatilité, et nous bâtissons les portefeuilles équilibrés de nos clients en fonction des tendances des marchés.

Graphique 1 – Le marché DJIA vs VIX



Comme on le voit bien dans le graphique ci-dessus, lorsque le marché s'apprécie de façon ordonnée, la volatilité est faible. Par contre, les grands soubresauts quotidiens provoquent une hausse de la volatilité.

Notre approche face à la volatilité grandissante mise sur la prudence de nos investissements, en ayant une position légèrement surpondérée en actions dans les portefeuilles équilibrés. Cette période procure d'excellentes opportunités pour faire l'acquisition de certains titres attractifs. Vous réaliserez, à la lecture de cette lettre financière, que nous n'anticipons pas de récession prochainement. Notre style de gestion en actions plutôt défensif nous permet d'ajouter de la valeur au marché, particulièrement durant ces périodes volatiles. De plus, nous avons conservé un coussin qui nous donnera une marge de manœuvre supplémentaire afin de profiter des opportunités qui se présentent.

Économie

Par Gérald Gagnon, Vice-président, Placement



À l'échelle internationale, la croissance se poursuit. La balance commerciale des pays en développement s'améliore, et la croissance économique est au rendez-vous. Du côté de la zone Euro, la situation économique se maintient dans la lignée du momentum observé durant les années 2016 et 2017. En effet, la croissance économique est positive, particulièrement aidée par une politique monétaire accommodante. Sur ces faits, la Banque centrale européenne a diminué son programme d'assouplissement quantitatif. Un léger essoufflement est toutefois observé au niveau de la production industrielle, à la baisse durant le premier trimestre de l'année. La devise s'est maintenue autour de 1,22\$/€, une bonne nouvelle pour la région.

Aux États-Unis, les données économiques restent sombres toutes positives dans l'ensemble. L'emploi poursuit sa croissance, et le taux de chômage à 3,9 % a atteint son creux historique de l'an 2000, alors que le pays était en situation de plein emploi. La production industrielle se maintient à des niveaux intéressants et ne montre aucun signe d'essoufflement. De plus, les données sur la construction sont intéressantes pour les observateurs. Les ventes au détail quant à elles, sont décevantes, les données des trois derniers mois disponibles affichant des taux négatifs. De plus, la balance commerciale des États-Unis se détériore rapidement, et c'est d'ailleurs une des raisons qui a poussé le président Donald Trump à commencer à imposer des barrières tarifaires à certains de ses partenaires commerciaux, dont le Canada et la Chine, qui a riposté en fin de trimestre. Malgré tout, la confiance des consommateurs reste élevée, à des niveaux rarement atteints, particulièrement depuis la fin des années 1990, et donc aucun signe de récession n'est visible pour les prochains mois.

La Banque du Canada a relevé son taux directeur pour la troisième fois en six mois, au moment où l'économie du pays tourne près des limites de sa capacité. L'institution a encore augmenté son taux cible de financement à un jour d'un quart de point, pour le porter à 1,25 %. L'économie canadienne a enregistré une année 2017 exceptionnelle, avec une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 3 % et une vive expansion du marché de l'emploi, et c'est ce qui a justifié cette hausse en début d'année. La croissance économique s'est toutefois calmée depuis le début de l'année, alors que l'économie canadienne a connu deux trimestres consécutifs de 1,7 % de croissance, par rapport à un taux de croissance de 4,3 % du PIB en début d'année.

Le portrait des emplois est négatif pour le trimestre, les nouveaux emplois de février (15 000) et de mars (32 000) n'arrivant pas à effacer les pertes de 88 000 emplois en janvier. Cela n'a rien à voir avec les données de 2017, où 427 000 emplois ont été créés sur une période d'un an. Du côté des mises en chantier, les nouvelles demeurent bonnes, principalement dans la région de Toronto, où la construction est vigoureuse. Toutefois, les prix des maisons à l'échelle nationale se sont stabilisés; ils ont parfois même reculé dans certains secteurs. Cela serait peut-être un signe pour les investisseurs que le marché a atteint son maximum. Il faut également considérer que l'endettement des ménages par rapport au revenu disponible atteint des records. Par contre, les ménages canadiens ont un niveau d'endettement par rapport aux actifs détenus plutôt stable, une situation soutenable dans les prochains mois. Le chômage a atteint un nouveau creux à 5,8%, et l'inflation se maintient autour de 2 %. La Banque du Canada demeure vigilante quant à l'inflation, mais surveille de près les négociations de l'ALENA et l'impact possible sur le dollar canadien et les exportations vers les États-Unis, notre principal partenaire commercial.



PERSPECTIVES

Il n'y a pas de récession en vue en 2018. Par contre, certaines pressions de fin de cycle commencent à se manifester, notamment avec une légère hausse

du prix des matières premières et un aplatissement de la courbe de rendement par la hausse des taux à court terme.

Marché obligataire



Par Myriam Mechouat, Vice-présidente, Gestion quantitative

Aux États-Unis, on a observé une augmentation des taux des obligations d'échéance 10 ans de 33 points de base. Au Royaume-Uni, le même phénomène s'est observé, avec une augmentation de 16 points de base. En fait, la plupart des pays industrialisés ont été témoins d'une augmentation des taux des obligations d'échéance 10 ans. Du côté de l'Italie (-0,23 %) et de l'Espagne (-0,40 %), la situation économique et politique contribuent à diminuer la prime pour le risque sur leurs obligations respectives (voir Tableau 1).

On a observé une hausse des taux d'intérêt entre janvier et la mi-février, notamment du côté des obligations canadiennes d'échéance long terme qui ont atteint 2,51 %. Cela reflète ainsi la crainte des investisseurs d'une potentielle hausse de l'inflation américaine et la possibilité d'une Réserve fédérale plus proactive en termes de politique monétaire afin de garder sous contrôle les pressions à la hausse sur les prix. Les taux de ces obligations ont baissé sur la deuxième partie du trimestre pour finir le mois de mars à 2,26 %. Cela se traduit donc par un rendement presque neutre pour l'ensemble des obligations à moyen et long terme, tel que démontré dans le tableau ci-dessous. Les obligations d'échéance à court terme affichent la meilleure performance, avec un rendement trimestriel de 0,22 %. Du côté des obligations corporatives, les rendements sont relativement intéressants pour les trois derniers mois. En fait, la volatilité s'est fait sentir dans tous les secteurs, puisqu'après un premier mois où les écarts de crédit se sont resserrés, la prime pour le risque s'est élargie pour tous les secteurs pour le reste du trimestre.

Le secteur fédéral a connu la meilleure performance du trimestre, ce qui ne s'était pas vu depuis plusieurs trimestres. Le recul des titres provinciaux a été marqué par une augmentation de la prime pour

le risque face à la saison budgétaire. Le Québec a un léger surplus dans ses finances actuellement mais prévoit une forte croissance de ses dépenses. L'Ontario a augmenté son déficit, ce qui n'était pas anticipé par les marchés financiers. Il faut dire que 2018 est une année électorale pour ces deux provinces. Autre point à noter : la province de Québec se finance maintenant à un meilleur taux que la province de l'Ontario et ce, depuis près de 2 ans. Cet écart a augmenté une fois de plus au cours du dernier trimestre. Cette situation ne s'était jamais vue dans les 40 dernières années (voir Graphique 2). Les obligations municipales ont suivi le comportement des titres provinciaux.

Le secteur corporatif affiche un rendement positif pour le trimestre. Par contre, les corporations du segment de la courbe de rendement long terme se sont moins appréciées que les titres du gouvernement fédéral comparables. Ce secteur a souffert de la turbulence du marché des actions au cours du trimestre (voir Tableau 2).

Tableau 1 - Évolution des taux d'intérêt (10 ans)

	30 mars 2018	29 déc. 2017	Variation
États-Unis	2,74	2,41	+0,33
Royaume-Uni	1,35	1,19	+0,16
Allemagne	0,49	0,42	+0,07
Canada	2,09	2,04	+0,05
Japon	0,04	0,04	+0,00
France	0,72	0,78	-0,06
Italie	1,78	2,01	-0,23
Espagne	1,16	1,56	-0,40

Source : Bloomberg

Graphique 2 - Écarts de taux Québec-Ontario - 10 ans

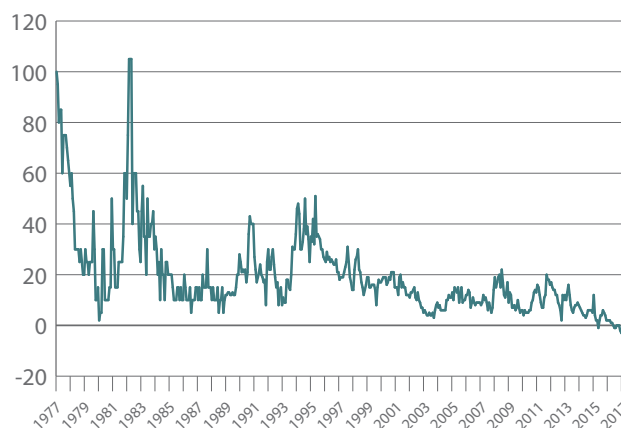


Tableau 2 - Rendement réalisé du marché obligataire canadien
Performance 1^{er} trimestre 2018

	Fédéral	Provincial	Municipal	Corporatif	Total 1 ^{er} trim.
Court	0,23	0,15	0,19	0,25	0,22
Moyen	0,02	-0,16	-0,06	0,29	0,01
Long	0,84	-0,53	-0,13	0,39	-0,01
Univers	0,33	-0,27	-0,01	0,28	0,10

Source : FISE IMX

Actions canadiennes



Par Martin Delage, Vice-président, titres à revenus variables

Le marché des actions canadiennes a connu un premier trimestre plutôt difficile en 2018. En effet, l'indice boursier S&P/TSX affiche un rendement de -4,52 % pour les trois premiers mois de l'année. Un ensemble de facteurs peut expliquer cette contreperformance. Les observateurs s'attendent à voir une croissance économique plus faible pour le début de cette année, comparativement à la même période en 2017. De plus, les négociations concernant l'Accord de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique (ALENA) ont retenu l'attention, créant ainsi une certaine pression sur le marché des actions canadiennes. L'incertitude reliée à ces négociations pourrait toutefois s'amoindrir dans les prochaines semaines puisqu'une entente de principes devrait voir le jour et ainsi établir les bases d'une nouvelle entente entre les pays touchés.

Durant le trimestre, seuls les secteurs des technologies de l'information (+10,10 %) et de l'immobilier (+0,53 %) ont connu un rendement positif. Les hausses de taux ont peu d'impact sur les entreprises de technologie en raison de leur faible endettement. Groupe CGI prévoit entre autre des embauches massives dans les prochaines années pour soutenir la croissance associée aux contrats qu'elle compte remporter. Enghouse Systems a également connu un bon trimestre, notamment grâce à la publication de résultats en croissance, avec des revenus de 85,1 millions \$ contre 78,8 millions \$ à la même période l'an dernier. Du côté de l'immobilier, Blackstone s'est porté acquéreur de Pure Industrial Real Estate Trust pour 3,8 milliards, ce dernier étant gestionnaire d'un portefeuille de propriétés industrielles au Canada et aux États-Unis. En février, une autre transaction dans le monde de l'immobilier a eu lieu quand Real Estate Choice Properties a fait l'acquisition de Canadian Real Estate Trust pour 6,0 milliards \$. Le bras immobilier de Loblaws a annoncé en février que ce regroupement donnera lieu au fonds d'investissement immobilier diversifié prééminent au Canada, avec 752 biens immobiliers en location au Canada.

Une autre transaction importante est survenue en février quand la Banque Scotia a acheté Jarislowsky Fraser pour 950 millions \$. Cette transaction survient dans un contexte où les gestionnaires d'actifs sont attractifs pour les banques compte tenu de la diversification des revenus qu'ils arrivent à générer. Reste que le secteur des entreprises financières a connu un trimestre négatif (-3,49 %).

Premium Brands Holdings, détenteur d'un portefeuille de compagnies actives dans le secteur de l'alimentation a de son côté bien performé, malgré la piètre performance du secteur de la consommation de base (-5,92 %). L'entreprise a particulièrement bien fait, les dirigeants annonçant un quatrième trimestre record, une augmentation du dividende ainsi que 4 nouvelles acquisitions à venir. Le secteur de l'énergie aussi est en territoire négatif en termes de performance (-9,44 %), puisque le pétrole canadien se vendait 25 \$US de moins le baril que son équivalent américain, le West Texas Intermediate (WTI) en début d'année. Les producteurs d'ici semblent avoir des difficultés à exporter la ressource extraite. Finalement, le pire secteur ce trimestre est celui des soins de santé, qui a connu une correction par rapport à la fin d'année 2017, alors que les investisseurs s'emballaient dans l'achat de titres reliés à la marijuana.

Tableau 3 – Indice boursier canadien
Rendement par secteur au 1^{er} trimestre 2018

	1 ^{er} trimestre	Année à date
Technologies de l'information	10,18 %	-
Immobilier	0,53 %	-
Industriels	-2,60 %	-
Consommation discrétionnaire	-2,87 %	-
Financières	-3,49 %	-
Matériaux	-4,28 %	-
Services publics	-5,85 %	-
Consommation de base	-5,92 %	-
Télécommunication	-6,69 %	-
Énergie	-9,44 %	-
Soins de santé	-13,51 %	-
S&P TSX	-4,52 %	-
S&P TSX 60	-4,61 %	-

Source : Bloomberg

Actions mondiales

Par Martin Delage, Vice-président, titres à revenus variables



L'indice MSCI a débuté l'année en forte hausse, porté par le S&P500 qui a poursuivi sa lancée de 2017 en début d'année, dépassant les 2 800 points, un nouveau record. Toutefois, les marchés des actions à travers le monde ont traversé une période de correction, caractérisée par un renversement des rendements en devises locales. Cette correction était en quelque sorte souhaitée par les investisseurs américains, compte tenu de la cherté relative des marchés boursiers aux États-Unis. En fait, cela replace les évaluations des entreprises afin de les aligner davantage avec la croissance économique au pays. L'année commençait donc en force, mais dès la fin janvier, une période de forte volatilité s'est amorcée, la bourse américaine allant jusqu'à perdre plus de 4 % en une seule journée.

D'ailleurs, la volatilité a fortement augmenté dans les derniers mois. Les observateurs semblent concernés par les hausses de salaire aux États-Unis, plus élevées que prévues. Cela a entraîné une crainte d'une hausse marquée de l'inflation, ce qui pousserait ainsi les taux d'emprunt à un jour de la Réserve fédérale à la hausse.

De plus, les indices boursiers ont particulièrement été affectés en mars par les révélations concernant les failles dans la confidentialité des données, tel que révélé par l'affaire Cambridge Analytica. Il s'agit d'une entreprise de communication liée au Parti républicain américain qui a fourni aux entreprises et aux mouvements politiques des stratégies et outils de communication basés sur l'analyse des données recueillies par les nouvelles entreprises de technologie (Facebook et Google, notamment). Le secteur des Technologies de l'information a quand même bien performé compte tenu de la hausse des taux aux États-Unis.

Une autre menace a pesé sur les attentes des investisseurs internationaux; il s'agit de la guerre commerciale que semblent vouloir livrer les États-Unis avec leurs principaux partenaires économiques comme le Canada et le Mexique, ainsi que la Chine.

À titre d'exemple, Donald Trump a annoncé des taxes de 25% sur les importations d'acier et de 10% sur celles d'aluminium, entrées en vigueur en mars.

En général, les indicateurs économiques de la zone Euro sont positifs. La confiance des consommateurs est très élevée, à des niveaux qui n'avaient pas été atteint depuis près de 17 ans. De plus, le chômage est à la baisse dans la région. Le nouveau gouvernement d'Angela Merkel a été établi officiellement pour les 4 prochaines années, ce qui a ajouté au sentiment de confiance des investisseurs dans la région. Seule ombre au tableau, la montée du protectionnisme américain pourrait toucher la zone Euro notamment en ce qui concerne les voitures, qui seraient frappées d'une taxe d'importation.

En France, les réformes proposées par le président Emmanuel Macron touchent beaucoup les habitants du pays, particulièrement les futurs retraités, qui voient leurs avantages réduits par ces réformes. Malgré tout, pour l'investisseur canadien, les rendements de la zone Euro sont intéressants quand on considère l'effet des mouvements de devises sur les performances. Du côté du Royaume-Uni, la Première ministre Theresa May a proposé une phase de transition de deux ans où les relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne resteraient en place. Finalement, au Japon, l'appréciation du Yen a eu un effet négatif sur l'indice boursier Nikkei, ce qui pèse lourd sur les entreprises inscrites, pour la plupart exportatrices de biens.

Les négociations de l'ALENA ont exercé indirectement une pression importante sur la devise canadienne par rapport à la devise américaine. On a en effet observé une dépréciation du dollar canadien, passant de près de 0,80\$US à 0,76\$US, avant de remonter à 0,78\$US en fin de trimestre. Il faut mentionner que les négociations entre les pays semblent être sur le point de se régler, le huard pourrait donc reprendre de la vigueur dans les prochains mois.

Tableau 4 – Indices boursiers internationaux

	Rendement total au 1 ^{er} trimestre 2018	
	En devise locale	En CAD
MSCI Monde	-1,2 %	1,4 %
États-Unis		
S&P 500	-0,8 %	1,8 %
Nasdaq	3,2 %	5,9 %
MSCI EAEO	-1,4 %	1,2 %
MSCI Europe	-1,9 %	0,7 %
Grande Bretagne	-7,2 %	-1,2 %
Allemagne	-6,4 %	-1,3 %
Espagne	-3,9 %	1,2 %
France	-2,5 %	2,7 %
Italie	2,8 %	8,3 %
Suisse	-5,5 %	-1,0 %
MSCI Pacifique	-0,6 %	2,0 %
Japon	-5,1 %	3,3 %
Hong Kong	0,9 %	3,1 %
Australie	-3,4 %	-2,4 %
Marchés émergents	1,4 %	4,0 %

Source : Bloomberg

Stratégie de portefeuille



Tel qu'exprimé dans notre Point de vue, les marchés financiers ont été marqués par la volatilité au cours du trimestre. Les actions canadiennes ont principalement souffert, affichant un rendement négatif de -4,52 %. Les actions internationales se sont aussi dépréciées dans leurs devises respectives, mais la dépréciation du dollar canadien a plus que compensé cette baisse. Ainsi, le marché des actions américaines exprimé en dollar canadien a procuré un rendement de 1,84 %.

D'ici le reste de l'année, la croissance économique devrait se poursuivre tant en Amérique du Nord qu'en Europe et en Asie. Nous allons donc maintenir notre surpondération en actions.

Le marché des actions canadiennes a fait piètre figure au cours des dernières années par rapport aux marchés d'actions internationales. Règle générale, lorsque nous approchons de la fin de cycle, le marché canadien a tendance à mieux performer que les marchés internationaux. Pour cette raison, nos portefeuilles privilégient les actions canadiennes.

À l'international, les marchés européens présentent une meilleure valeur que le marché américain. Finalement, les politiques monétaires étant plus restrictives un peu partout dans le monde, nous maintenons notre sous-pondération en obligations. La durée des portefeuilles aura tendance à être plutôt courte.

Graphique 3 – Rendement relatif des marchés

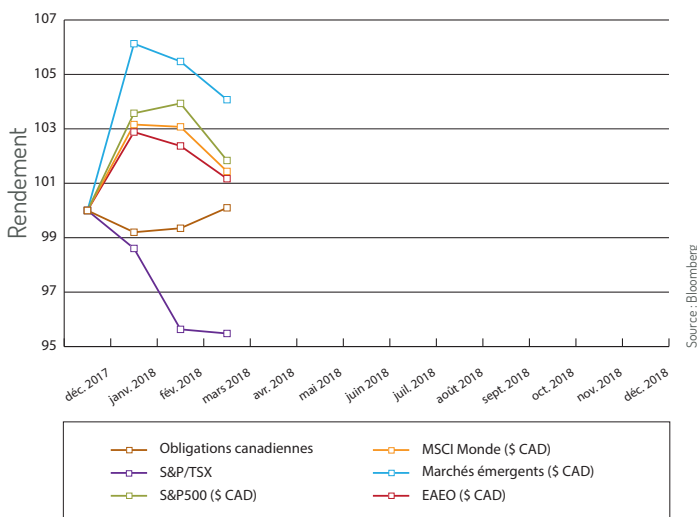


Tableau 5 – Stratégie de portefeuille équilibré

Répartition d'actifs	
Classe d'actifs	Pondération par rapport à l'indice de référence
Titres à court terme	-
Obligations	▼
Actions totales	▲
Actions canadiennes	▲
Actions internationales	-
États-Unis	▼
Europe	▲
Asie	-
Pays émergents	▼

Légende : ▲ surpondération
 - position neutre
 ▼ sous-pondération

Rétrospective des marchés

Au 31 mars 2018

	Annuel			Trimestriel I	Mensuel		
	2015	2016	2017		janv-18	févr-18	mars-18
INDICE OPTIMUM (en %)							
Indice Optimum	4,58	2,52	4,71	-0,08	-1,22	-0,01	1,16
INDICES DEX (en %)							
Univers	3,52	1,66	2,52	0,10	-0,80	0,15	0,76
Fédérales	3,66	0,00	0,13	0,33	-0,77	0,36	0,75
Provinciales	4,14	1,76	4,33	-0,27	-1,26	0,04	0,96
Municipales	3,18	1,98	4,65	-0,01	-1,07	0,17	0,90
Corporatives	2,71	3,72	3,38	0,28	-0,24	0,01	0,51
Court terme	2,61	1,01	0,08	0,22	-0,22	0,28	0,16
Moyen terme	4,86	1,61	0,96	0,01	-1,13	0,48	0,67
Long terme	3,80	2,47	7,03	-0,01	-1,37	-0,26	1,65
Bons du Trésors 91 jours	0,63	0,51	0,56	0,30	0,08	0,11	0,11
Obligations à Rendements Réels	2,79	2,86	0,73	1,38	-0,42	0,31	1,49
INDICES BOURSIERS (en %)							
Actions canadiennes							
S&P/TSX	-8,32	21,08	9,10	-4,52	-1,39	-3,02	-0,16
S&P/TSX 60	-7,76	21,36	9,78	-4,61	-1,39	-3,07	-0,20
S&P/TSX petites capitalisations	-13,31	38,48	2,75	-7,73	-2,16	-4,51	-1,24
S&P/TSX moyennes capitalisations	-10,01	20,50	7,04	-4,24	-1,40	-2,84	-0,03
Actions étrangères (\$US) (en %)							
S&P 500	1,38	11,96	21,83	-0,76	5,73	-3,69	-2,54
S&P 100	0,34	8,78	19,34	-2,18	5,77	-3,96	-3,70
NASDAQ	6,96	8,87	29,64	2,59	7,40	-1,74	-2,79
MSCI - Mondial	-0,32	8,15	23,07	-1,15	5,30	-4,10	-2,11
MSCI - EAFE	-0,39	1,51	25,62	-1,41	5,02	-4,50	-1,70
MSCI - Europe	-2,34	0,22	26,24	-1,86	5,41	-5,86	-1,10
MSCI - Pacifique	3,21	4,46	24,96	-0,57	4,34	-2,08	-2,68
Actions étrangères (\$CAN) (en %)							
S&P 500	20,73	8,74	13,95	1,84	3,57	0,35	-2,02
S&P 100	19,49	5,65	11,61	0,38	3,62	0,06	-3,18
NASDAQ	27,38	5,74	21,25	5,27	5,21	2,38	-2,27
MSCI - Mondial	18,70	5,04	15,11	1,44	3,16	-0,08	-1,59
MSCI - EAFE	18,62	-1,41	17,49	1,17	2,88	-0,50	-1,18
MSCI - Europe	16,30	-2,66	18,06	0,71	3,27	-1,91	-0,57
MSCI - Pacifique	22,91	1,46	16,87	2,03	2,22	2,02	-2,16
DEVICES (en %)							
\$CAN/\$US ¹	19,09	-2,88	-6,47	2,62	-2,04	4,19	0,54
YEN/\$US ¹	0,37	-2,71	-3,65	-5,69	-3,11	-2,30	-0,37
\$US/EURO ²	-10,22	-3,18	14,15	2,66	3,41	-1,77	1,07

1. Un chiffre positif (négatif) indique une appréciation (dépréciation) de la devise USD

2. Un chiffre positif (négatif) indique une appréciation (dépréciation) de la devise de l'euro

Source : Bloomberg

Notre équipe

GESTION INSTITUTIONNELLE



Brigitte Gascon, MBA, B.Sc.
Vice-présidente principale,
Développement
Téléphone : 514 288-7545, poste 594
bgascon@optimumgestion.com



Gérald Gagnon, CPA, CA, CFA, MBA
Vice-président,
Placement
Téléphone : 514 288-7545, poste 603
ggagnon@optimumgestion.com

GESTION PRIVÉE



Sylvain B. Tremblay, Adm.A., Pl.Fin.
Vice-président,
Gestion privée
Téléphone : 514 288-7545, poste 614
sbtremblay@optimumgestion.com



Éric G. Ouellet, B.A.A., Pl.Fin.
Vice-président,
Gestion privée
Téléphone : 514 288-7545, poste 630
eouellet@optimumgestion.com



Chantal Matos, Pl.Fin.
Directrice,
Gestion privée
Téléphone : 514 288-7545, poste 618
cmatos@optimumgestion.com

Optimum Gestion de Placements inc.

Fondée en 1985, Optimum Gestion de Placements est une firme de gestion d'actifs qui gère près de 7,5 milliards \$ au Canada pour une clientèle en gestion institutionnelle ainsi que pour une clientèle en gestion privée. Optimum Gestion de Placements est une société membre du Groupe Optimum, un groupe financier privé canadien d'envergure internationale qui exerce ses activités dans le milieu de l'assurance-vie, l'assurance de dommage, la réassurance vie, les services-conseil et la gestion d'actifs. Le siège social du Groupe Optimum est situé à Montréal et plus de 500 employés contribuent à son succès au Canada, aux États-Unis et en France.

425, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 1620, Montréal (Québec) H3A 3G5
Téléphone : 514 288-7545

80, rue Bloor Ouest, bureau 1500, Toronto (Ontario) Canada M5S 2V1
Téléphone : 416 922-5000

